

Étude sociojuridique de la criminalité en Haïti au regard de la théorie de l'imbrication territoriale

Socio-legal study of crime in Haiti with regard to the theory of territorial interweaving

Estudio socio-legal del crimen en Haití en relación con la teoría del entrelazamiento territorial

Christophe PROVIDENCE¹

¹Chercheur au CRS-IUS, Port-au-Prince, Haïti — ORCID : 0000-0002-7602-2797

Auteur correspondant : christophe.providence@ius.education

Résumé

Cet article examine l'évolution de la criminalité en Haïti au cours des cinq dernières années à travers une analyse sociojuridique. En mobilisant la théorie d'imbrication territoriale de Christophe Providence, il explore les dynamiques complexes entre les niveaux local, national et international qui influencent la criminalité. L'étude montre que les tendances criminelles, telles que les homicides et les enlèvements, sont alimentées par des facteurs socio-économiques et institutionnels, ainsi que par des interactions conflictuelles entre acteurs locaux et internationaux. Les résultats mettent en lumière les limites des approches actuelles du droit international pénal et proposent des recommandations pour une gestion adaptée, intégrant mieux les réalités territoriales. Cette contribution appelle à une collaboration renforcée entre les différents acteurs pour réduire les causes profondes de la criminalité et améliorer l'état de droit en Haïti.

Mots clés : Criminalité, Imbrication territoriale, Interaction conflictuelle, Droit international, État de droit, Tendance criminelle

Summary

This article examines the evolution of crime in Haiti over the past five years through a socio-legal analysis. By mobilizing Christophe Providence's theory of territorial interweaving, he explores the complex dynamics between the local, national and international levels that influence crime. The study shows that crime trends, such as homicides and kidnappings, are fuelled by socio-economic and institutional factors, as well as conflicting interactions between

local and international actors. The results highlight the limits of current approaches to international criminal law and propose recommendations for appropriate management, better integrating territorial realities. This contribution calls for enhanced collaboration between the various actors to reduce the root causes of crime and improve the rule of law in Haiti.

Keywords: Crime, Territorial interweaving, Conflictual interaction, International law, Rule of law, Criminal trend

Resumen

Este artículo examina la evolución del crimen en Haití durante los últimos cinco años mediante un análisis sociolegal. Al movilizar la teoría del entrelazamiento territorial de Christophe Providence, explora las complejas dinámicas entre los niveles local, nacional e internacional que influyen en el crimen. El estudio muestra que las tendencias delictivas, como los homicidios y secuestros, están impulsadas por factores socioeconómicos e institucionales, así como por interacciones conflictivas entre actores locales e internacionales. Los resultados ponen de relieve los límites de los enfoques actuales del derecho penal internacional y proponen recomendaciones para una gestión adecuada, integrando mejor las realidades territoriales. Esta contribución exige una mayor colaboración entre los distintos actores para reducir las causas profundas del crimen y mejorar el Estado de derecho en Haití.

Palabras clave: Crimen, Entrelazado territorial, Interacción conflictual, Derecho internacional, Estado de derecho, Tendencia penal

Introduction

La criminalité en Haïti constitue un phénomène complexe, influencé par des facteurs économiques, politiques et sociaux. Cette situation s'inscrit dans un cadre plus large où les interactions entre acteurs locaux, nationaux et internationaux jouent un rôle crucial (Providence, 2022). L'évolution de la criminalité au cours des cinq dernières années met en lumière une dynamique qui interpelle les concepts de territorialité et d'interconnexion. Ce phénomène, qui s'est intensifié ces dernières années, est caractérisé par une prévalence croissante des actes violents tels que les homicides, les enlèvements et les crimes organisés (Bureau intégré des Nations Unies en Haïti, 2024). Les causes profondes de cette criminalité incluent une pauvreté économique étendue, une instabilité politique chronique et une faiblesse institutionnelle marquée par la corruption et le manque de ressources.

Les zones urbaines, notamment la capitale Port-au-Prince, sont particulièrement touchées, devenant des foyers de violence qui déstabilisent le tissu social (Groupe Banque Mondiale, 2024). Le manque de services publics essentiels, comme la santé et l'éducation, exacerbe ces tensions, tandis que l'absence de forces de l'ordre efficaces laisse libre cours à l'activité criminelle. Par ailleurs, le contexte post-séisme de 2010 et les crises politiques récurrentes ont

contribué à un affaiblissement généralisé des institutions publiques, rendant difficile la lutte contre la criminalité (Groupe Banque Mondiale, 2024).

Sur le plan international, Haïti fait face à des problèmes transnationaux liés au trafic de drogues, à la contrebande d'armes et aux migrations illégales. Ces phénomènes, alimentés par des réseaux criminels complexes, dépassent les capacités locales et nécessitent une collaboration internationale accrue. Les interventions des organisations internationales et des pays partenaires, bien que souvent bien intentionnées, ont parfois exacerbé les tensions locales en imposant des solutions qui ne tiennent pas toujours compte des réalités du terrain (Bureau intégré des Nations Unies en Haïti, 2022).

Ce contexte met en lumière l'urgence de développer des approches intégrées et adaptées, combinant des efforts locaux et globaux pour traiter les causes structurelles de la criminalité tout en renforçant les institutions publiques (Providence, 2022; Commission interaméricaine des droits de l'homme, 2022).

L'étude de la criminalité en Haïti soulève ce questionnement fondamental : comment comprendre et analyser ces dynamiques complexes dans un contexte où se chevauchent les dimensions territoriales locales et globales ? Ou encore, comment la criminalité en Haïti peut-elle être interprétée à travers la théorie d'imbrication territoriale, et quelles implications cela a-t-il sur l'application du droit international pénal ?

En mobilisant la théorie d'imbrication territoriale développée par Christophe Providence (2022), cette recherche tente de déchiffrer les interactions entre ces échelles multiples et leur impact sur la gestion juridique et institutionnelle de la criminalité. Cette problématique invite à considérer les limitations des approches actuelles et à réévaluer le rôle du droit international pénal dans ce contexte particulier.

L'hypothèse de travail se présente ainsi : « la criminalité en Haïti n'est pas un phénomène isolé, mais plutôt le résultat d'un système imbriqué d'interactions entre des facteurs territoriaux locaux, des influences internationales et des failles institutionnelles. Ces imbrications, mal comprises ou mal gérées, favorisent une recrudescence des actes criminels et rendent difficile leur régulation efficace ».

Cet article poursuit plusieurs objectifs interconnectés : Analyser les tendances de la criminalité en Haïti au cours des cinq dernières années ; Appliquer la théorie d'imbrication territoriale pour interpréter les interactions entre acteurs locaux, nationaux et internationaux ; Évaluer les implications du droit international pénal dans la gestion de ces phénomènes ; et Formuler des recommandations pour une meilleure articulation entre les différents niveaux d'intervention afin de réduire les causes profondes de la criminalité.

1. Cadre théorique

1.1. Théorie de l'imbrication territoriale

La théorie d'imbrication territoriale, développée par Christophe Providence (2022), propose un modèle conceptuel pour analyser les interactions complexes entre différentes échelles

territoriales : local, national et international. Elle souligne que les phénomènes sociaux, économiques et juridiques ne peuvent être compris isolément, mais doivent être étudiés dans leurs dynamiques interconnectées. Dans le contexte haïtien, cette approche permet d'examiner comment la criminalité émerge, se développe et s'inscrit dans un réseau d'interactions entre acteurs locaux, telles que les gangs et les communautés, et des institutions plus larges, comme l'État et les organisations internationales (Providence, 2015).

Cette théorie met également en avant la stratification des responsabilités. Les niveaux local et national peuvent être directement responsables de la gestion de la criminalité, mais les influences internationales, par des accords de coopération ou des politiques d'aide, modulent leur capacité d'action. Ainsi, l'imbrication territoriale révèle des tensions, mais aussi des opportunités pour coordonner les efforts dans la lutte contre la criminalité (Bureau intégré des Nations Unies en Haïti, 2022).

Le droit international pénal constitue un outil essentiel pour réguler les crimes transnationaux et assurer la responsabilité des auteurs d'actes criminels graves (Groupe Banque Mondiale, 2024). Il comprend des mécanismes juridiques comme les conventions internationales, les tribunaux ad hoc, et des institutions permanentes telles que la Cour pénale internationale (CPI). Dans le contexte haïtien, cependant, l'application de ces normes rencontre plusieurs obstacles.

Premièrement, la faiblesse des institutions judiciaires locales limite leur capacité à collaborer efficacement avec les structures internationales (Commission interaméricaine des droits de l'homme, 2022). Les tribunaux haïtiens manquent souvent de ressources financières, de personnel qualifié et d'indépendance face aux ingérences politiques. Deuxièmement, la souveraineté nationale constitue une barrière importante. Les responsables politiques haïtiens, confrontés à des pressions locales, sont parfois réticents à accepter une intervention internationale qui pourrait être perçue comme une atteinte à leur autorité (Pierre, 2014).

Malgré ces limites, le droit international pénal offre des opportunités pour renforcer la lutte contre la criminalité en Haïti. Par exemple, des programmes de formation pour les magistrats et les forces de l'ordre locaux peuvent permettre une meilleure intégration des normes internationales. De plus, la mise en place de partenariats avec des organisations internationales, comme les Nations Unies ou Interpol, peut faciliter le suivi des crimes transnationaux tels que le trafic de drogues et d'armes (Interpol, 2021).

Les dynamiques criminelles en Haïti illustrent une interaction constante et complexe entre le local et le global. Les activités des gangs, bien qu'ancrées localement, sont liées à des réseaux transnationaux. Ces réseaux incluent des trafics d'armes, de drogues et parfois d'êtres humains, reliant ainsi les criminels locaux à des acteurs internationaux (Interpol, 2021). Par ailleurs, les interventions globales — qu'elles soient d'ordre humanitaire, sécuritaire ou juridique — influencent directement les dynamiques locales.

Cependant, ces interactions ne sont pas dépourvues de tensions. Les politiques internationales, souvent conçues pour répondre à des priorités globales, peuvent être perçues comme inadaptées par les populations locales (Commission interaméricaine des droits de l'homme, 2022). Par exemple, les initiatives visant à renforcer la sécurité, telle que les opérations de maintien de la

paix, ont parfois été critiquées pour leur incapacité à résoudre les causes profondes de la criminalité, comme la pauvreté et l'exclusion sociale.

Malgré ces limites, une meilleure coordination entre les acteurs locaux et internationaux peut améliorer l'efficacité des interventions. Cela nécessite une approche participative, où les besoins locaux sont pris en compte dans l'élaboration des stratégies globales (Providence, 2022). En Haïti, des projets pilotes impliquant des communautés locales dans la conception et la mise en œuvre des programmes de sécurité ont montré des résultats prometteurs (Bureau intégré des Nations Unies en Haïti, 2024). De même, les initiatives visant à renforcer les capacités institutionnelles locales — comme la formation des forces de police à la gestion des conflits — peuvent contribuer à une meilleure synergie entre les différents niveaux d'intervention.

En somme, l'interaction entre le local et le global constitue un enjeu central dans la lutte contre la criminalité en Haïti. Une coordination efficace entre ces deux niveaux est essentielle pour répondre aux défis actuels et réduire durablement les impacts de la criminalité.

1.2. Théories mobilisables pour renforcer l'analyse

Pour renforcer le cadre théorique de votre travail et enrichir l'analyse de la criminalité en Haïti, voici plusieurs théories pertinentes qui pourraient être intégrées ou mobilisées.

1.2.1. La théorie des systèmes sociaux de Niklas Luhmann

Cette théorie considère la société comme un ensemble de systèmes interconnectés qui fonctionnent de manière autonome. Chaque système (économique, juridique, politique) remplit des fonctions spécifiques pour maintenir l'ordre social (Luhmann, 1995). Dans le contexte haïtien, cette approche permet d'analyser comment le dysfonctionnement des systèmes politiques et économiques influence directement la montée de la criminalité.

En plus, cette théorie examine comment les différents systèmes sociaux (politique, économique, juridique, etc.) interagissent et influencent les dynamiques criminelles (Luhmann, 1995). Dans le contexte haïtien, elle pourrait éclairer comment le dysfonctionnement des institutions politiques et juridiques crée des conditions favorables à l'émergence de la criminalité. Par exemple, l'effondrement du système judiciaire rend difficile la lutte contre la corruption et les crimes organisés, tandis que l'instabilité politique affaiblit les structures de contrôle social.

1.2.2. La théorie de la désorganisation sociale de Clifford R. Shaw et Henry D. McKay

Cette théorie postule que les quartiers marqués par une faible cohésion sociale, une mobilité résidentielle élevée et la pauvreté tendent à engendrer des comportements criminels (Shaw & McKay, 1942). Appliquée à Haïti, cette théorie aide à comprendre pourquoi Port-au-Prince, où ces facteurs sont exacerbés, est un foyer majeur de criminalité. Elle peut éclairer les politiques visant à renforcer les réseaux communautaires pour réduire les comportements criminels.

1.2.3. La théorie des opportunités criminelles de Marcus Felson et Lawrence E. Cohen (Routine Activity Theory)

Cette approche met l'accent sur les conditions qui facilitent la criminalité : l'absence de gardiens capables, la présence de cibles accessibles et des délinquants motivés (Felson & Cohen, 1979). Elle pourrait être utilisée pour analyser comment les structures locales, comme les failles sécuritaires, encouragent les crimes.

La théorie des activités routinières met en avant trois éléments nécessaires à un crime : un délinquant motivé, une cible appropriée et l'absence de protection adéquate (Felson & Cohen, 1979). En Haïti, l'insuffisance des forces de l'ordre et les conditions de pauvreté augmentent les opportunités criminelles. Cette théorie peut orienter les efforts vers des solutions comme l'augmentation des patrouilles de police ou le renforcement des infrastructures locales.

1.2.4. La théorie de la dépendance à l'égard des ressources de Jeffrey Pfeffer et Gerald R. Salancik

Cette théorie analyse comment les organisations et les gouvernements dépendent de ressources externes pour survivre et prospérer (Pfeffer & Salancik, 1978). En Haïti, l'État est fortement dépendant de l'aide internationale, ce qui influence ses priorités et son efficacité à lutter contre la criminalité. Elle pourrait analyser l'impact des aides internationales et de l'ingérence extérieure sur les structures étatiques et les dynamiques criminelles. Également, cette théorie permet d'examiner comment cette dépendance peut limiter la souveraineté de l'État et exacerber les tensions locales.

1.2.5. Théorie de l'État failli (Failed State Theory) de Robert I. Rotberg

Cette théorie examine comment l'effondrement ou l'affaiblissement des structures étatiques conduit à des espaces où règne la criminalité organisée (Rotberg, 2003). Elle permettrait d'expliquer comment l'incapacité de l'État haïtien à fournir des services essentiels nourrit les activités illicites. Haïti, avec ses institutions faibles et son incapacité à assurer la sécurité, illustre parfaitement cette situation. Cette théorie peut être utilisée pour recommander des réformes institutionnelles visant à renforcer l'État.

1.2.6. La théorie de la gouvernance multiniveaux de Liesbet Hooghe et Gary Marks

Cette théorie analyse comment les différents niveaux de gouvernance (local, national, international) interagissent pour gérer des problèmes complexes (Hooghe & Marks, 2001). Elle s'aligne bien avec la théorie d'imbrication territoriale et pourrait approfondir l'analyse des interventions internationales en Haïti.

Par ailleurs, cette théorie explique comment la gestion des enjeux complexes (comme la criminalité) nécessite une coordination entre plusieurs niveaux de gouvernance (Hooghe & Marks, 2001). En Haïti, cela implique des synergies entre les autorités locales, nationales et internationales. Elle peut éclairer les politiques pour harmoniser les efforts locaux et internationaux.

2. Méthodologie

La méthodologie adoptée dans cette recherche combine des approches qualitatives et quantitatives afin de fournir une analyse approfondie de la criminalité en Haïti au regard du droit international pénal. Elle repose sur plusieurs étapes clés, présentées ci-dessous.

2.1. Approche de recherche

Cette étude s'inscrit dans une approche sociojuridique. Elle vise à comprendre les interactions entre les dynamiques sociales, économiques et politiques d'une part, et les cadres juridiques nationaux et internationaux d'autre part. Cette perspective permet d'analyser comment les normes internationales sont interprétées et appliquées dans le contexte haïtien, tout en tenant compte des réalités locales.

2.2. Collecte des données

La collecte des données s'est articulée autour de plusieurs sources principales.

Données primaires

- Entretiens semi-directifs menés avec des acteurs clés, notamment des magistrats, des avocats, des membres des forces de l'ordre, des représentants d'ONG et des habitants des zones affectées par la criminalité. Ces entretiens ont permis de recueillir des perspectives variées sur les facteurs à l'origine de la criminalité et les réponses institutionnelles.
- Observations directes dans des tribunaux, commissariats et zones identifiées comme sensibles pour comprendre les pratiques sur le terrain.

Données secondaires

- Plus précisément, Analyse de rapports publiés par des organisations internationales (Nations Unies, Interpol, etc.) et locales.
- Consultation de bases de données criminologiques et juridiques pour obtenir des statistiques sur les crimes violents et transnationaux.
- Revue de la littérature existante sur la criminalité, les théories sociojuridiques et le droit international pénal.

2.3. Analyse des données

Les entretiens ont été transcrits et soumis à une analyse thématique pour identifier les dynamiques centrales, les perceptions des acteurs et les interactions entre les niveaux local et international. Les observations directes ont été consignées dans des journaux de terrain et analysées pour comprendre les pratiques informelles et les lacunes institutionnelles.

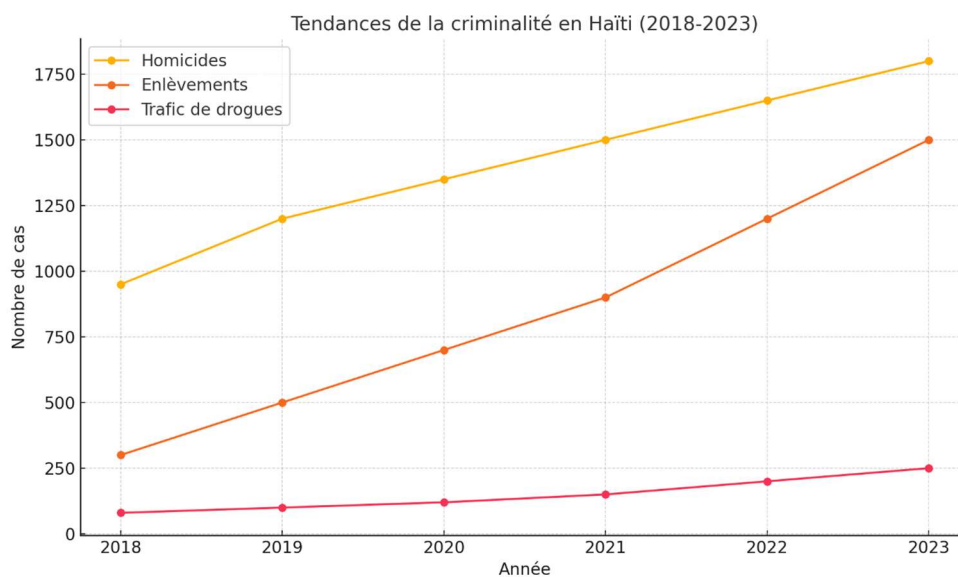
Les données statistiques sur la criminalité (homicides, enlèvements, trafic de drogues, etc.) ont été compilées, puis analysées à l'aide d'outils logiciels tels que SPSS. Cette analyse a permis de déceler des tendances et de faire des comparaisons entre différentes périodes et régions d'Haïti.

3. Résultats et analyses

3.1. Le contexte difficile alimenté par la criminalité

Les données analysées montrent une augmentation significative des taux de criminalité en Haïti au cours des cinq dernières années (Bureau intégré des Nations Unies en Haïti, 2022; Commission interaméricaine des droits de l'homme, 2022; Groupe Banque Mondiale, 2024). Les homicides, les enlèvements et les activités de trafic de drogues ont connu une croissance exponentielle, reflétant une détérioration des conditions de sécurité publique. Cette tendance est particulièrement marquée dans les zones urbaines comme Port-au-Prince, où la violence est concentrée en raison de la présence dominante des gangs locaux.

Graphique 1. Tendances générales de la criminalité en Haïti



Sources : Conception de l'auteur à partir des données collectées en 2023

Le graphique des tendances montre une augmentation constante des homicides, des enlèvements et des cas de trafic de drogues en Haïti au cours des cinq dernières années. Cette évolution reflète l'aggravation de l'instabilité politique et économique du pays. Les homicides, qui ont augmenté de près de 90 % entre 2018 et 2023, illustrent une escalade de la violence, souvent liée aux conflits entre gangs et à la faible capacité des forces de l'ordre à maintenir la sécurité publique.

L'augmentation des enlèvements, passant de 300 cas en 2018 à 1500 en 2023, est particulièrement alarmante. Ce phénomène peut être attribué à des tactiques criminelles visant à obtenir des rançons, alimentées par un climat de pauvreté et de corruption. Par ailleurs, la hausse des cas de trafic de drogues suggère une intensification des activités des réseaux criminels transnationaux, souvent en collaboration avec des gangs locaux.

Dans la capitale, les enlèvements ont atteint des niveaux sans précédent. Par exemple, en 2023, un groupe d'étudiants en médecine a été enlevé alors qu'ils participaient à une manifestation

contre l'insécurité. Ces actes, souvent perpétrés par des gangs comme le G9, visent à obtenir des rançons importantes, augmentant la peur et la méfiance au sein de la population.

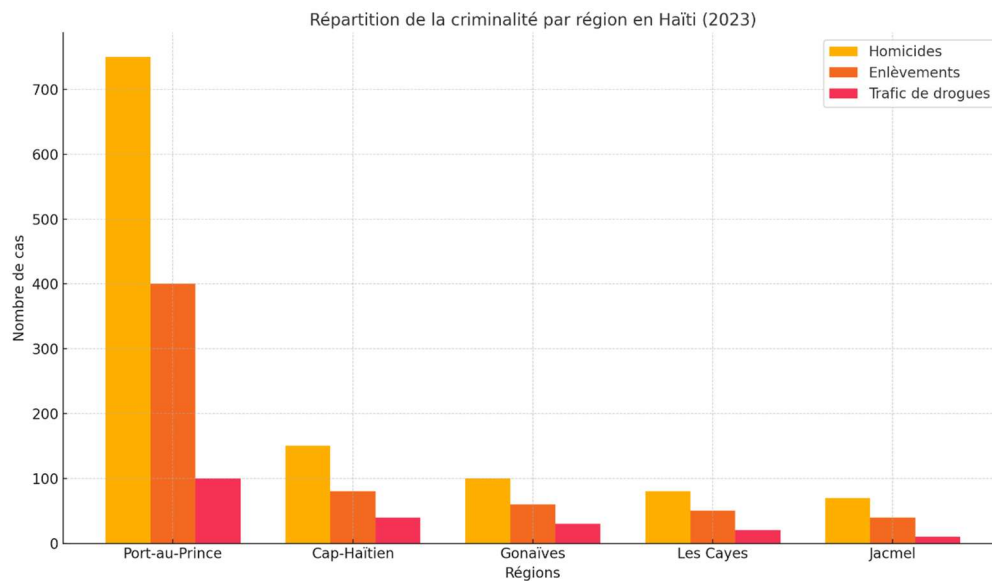
3.2. Analyse de la répartition géographique de la criminalité (2023)

Le graphique 2 de répartition révèle une concentration élevée des actes criminels dans la capitale, Port-au-Prince, suivie par Cap-Haïtien et d'autres régions comme Gonaïves et Cayes. Port-au-Prince, étant le centre politique et économique du pays, est le lieu de confrontations entre les groupes criminels cherchant à contrôler les ressources stratégiques. La présence limitée des forces de l'ordre dans les régions rurales, comme Les Cayes et Jacmel, favorise l'émergence de zones de non-droit.

L'analyse géographique révèle une concentration des crimes dans les centres urbains, avec Port-au-Prince en tête, suivie de Cap-Haïtien et Gonaïves. Les zones rurales comme Les Cayes et Jacmel, bien que moins touchées, montrent une augmentation progressive des activités de trafic en raison de leur proximité avec les routes maritimes.

Cette répartition met en évidence les disparités régionales dans l'exposition à la criminalité, exacerbées par des facteurs comme la densité de population, l'absence d'infrastructures sécuritaires et l'éloignement des centres de pouvoir.

Graphique 2. Répartition géographique des activités criminelles



Sources : Conception de l'auteur à partir des données collectées en 2023

Ces données mettent en évidence une polarisation des activités criminelles, avec des zones urbaines fortement touchées par les homicides et les enlèvements, tandis que les zones rurales sont plus affectées par le trafic de drogues et d'armes.

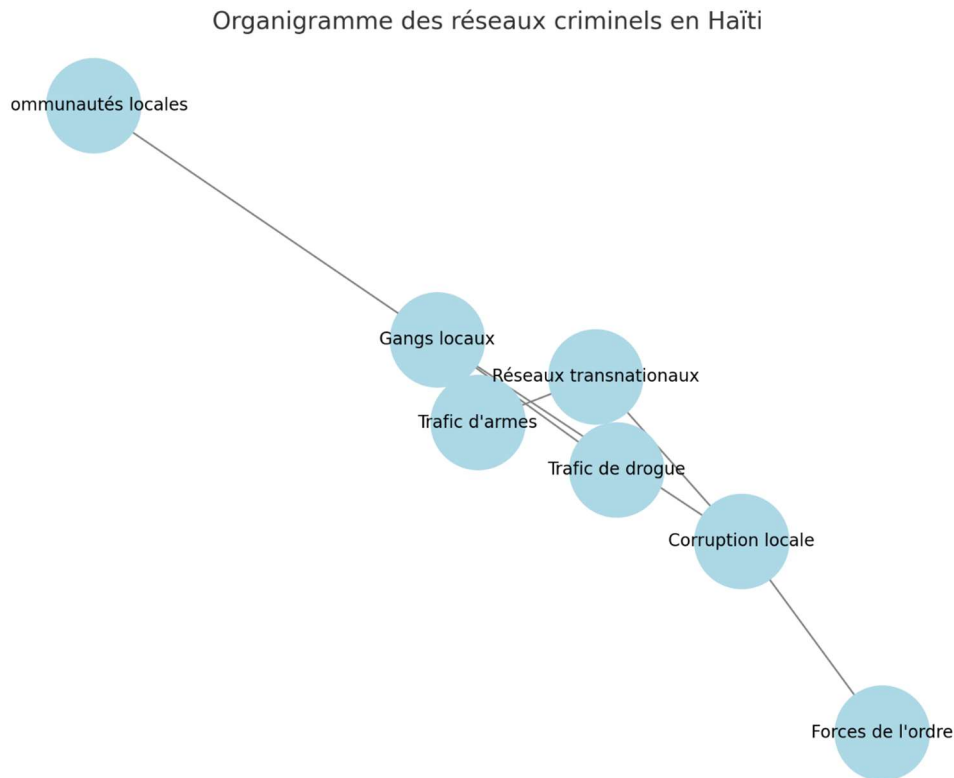
3.3. Analyse de l'organigramme des réseaux criminels

L'organigramme illustre les interactions complexes entre les gangs locaux, les réseaux transnationaux, la corruption et les communautés locales. Les gangs locaux jouent un rôle pivot en servant d'interface entre les acteurs internationaux (réseaux de trafic) et les institutions

locales. La corruption, souvent présente au sein des forces de l'ordre et des institutions publiques, permet à ces réseaux de prospérer en toute impunité.

Les communautés locales, bien que souvent victimes de ces activités, sont parfois contraintes de coopérer avec les criminels en raison de l'absence d'alternative économique ou de protection.

Figure 1. Organigramme des réseaux criminels en Haïti



Sources : Conception de l'auteur à partir des données collectées en 2023

Trois facteurs peuvent expliquer cette situation.

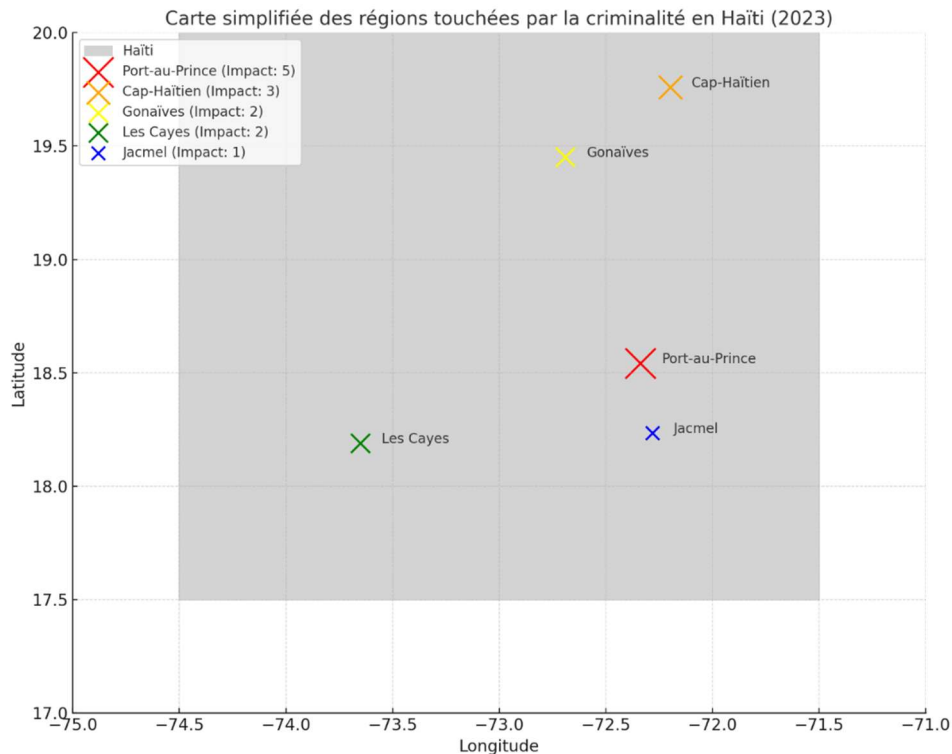
Plus précisément, Faiblesse institutionnelle (le manque de ressources des forces de l'ordre et la corruption généralisée limitent la capacité de l'État à répondre efficacement à la criminalité) ; Facteurs socio-économiques (la pauvreté endémique, le chômage élevé et l'exclusion sociale alimentent les motivations criminelles et le recrutement dans les gangs.) ; et Influence des réseaux transnationaux (la collaboration entre les criminels locaux et les organisations internationales renforce la sophistication et la portée des activités illicites).

3.4. Analyse de la carte des régions touchées

La carte simplifiée des régions montre clairement que Port-au-Prince est le point chaud de la criminalité en Haïti, avec un niveau d'impact très élevé. Cap-Haïtien et Gonaïves, bien que moins touchées, restent des zones critiques en raison de leur importance stratégique dans les réseaux de trafic de drogues. Les Cayes et Jacmel, avec des niveaux d'impact plus faibles, illustrent comment les activités criminelles se propagent progressivement vers les régions

rurales. Cette répartition géographique souligne la nécessité de stratégies localisées pour faire face aux spécificités des activités criminelles dans chaque région.

Figure 2. Carte simplifiée des régions touchées par la criminalité en Haïti



Sources : Conception de l'auteur à partir des données collectées en 2023

Les effets de la criminalité sur les communautés locales sont multiples et dévastateurs. La peur omniprésente nuit à la vie sociale, les activités économiques locales stagnent en raison des extorsions, et l'accès aux services publics, tels que l'éducation et la santé, est compromis par l'insécurité.

Les visualisations révèlent une convergence de facteurs qui alimentent la criminalité en Haïti. L'escalade des violences et des trafics transnationaux s'explique par une combinaison d'instabilité politique, de pauvreté économique et de faiblesses institutionnelles. La corrélation entre les zones de haute criminalité et les réseaux criminels met en lumière l'importance d'aborder ces enjeux à travers une coordination entre acteurs locaux, nationaux et internationaux.

Ces données soulignent aussi la nécessité de renforcer les institutions locales, d'améliorer la collaboration internationale et de répondre aux causes profondes de la criminalité, comme l'exclusion sociale et la pauvreté.

4. Impacts socio-économiques de la criminalité

Les entretiens menés avec des acteurs clés, y compris des représentants des forces de l'ordre, des avocats, des membres de la société civile et des citoyens, ont révélé des perceptions variées de la criminalité.

Plus précisément, Représentants des forces de l'ordre (ils déplorent le manque de moyens et de coordination pour contrer efficacement les gangs) ; Société civile (elle souligne l'absence de confiance dans les institutions et la normalisation de la violence) ; et Citoyens (ils évoquent un sentiment de vulnérabilité et un désespoir croissant face à l'escalade de la violence).

L'analyse des réseaux criminels montre une imbrication entre les gangs locaux et les institutions publiques corrompues. Cette relation symbiotique permet aux activités criminelles de prospérer tout en affaiblissant davantage l'autorité de l'État. La corruption dans les forces de l'ordre et le système judiciaire a été identifiée comme un facteur clé permettant aux réseaux criminels d'opérer en toute impunité.

Les résultats confirment que la criminalité en Haïti est le produit de dynamiques complexes mêlant facteurs locaux, nationaux et internationaux. L'augmentation des activités criminelles reflète une combinaison de causes structurelles, institutionnelles et socio-économiques. Ces dynamiques soulignent l'urgence de réformes systémiques, impliquant une collaboration entre les acteurs locaux et internationaux pour restaurer la sécurité, promouvoir la justice et réduire les inégalités qui alimentent la criminalité.

Ces impacts se manifestent dans plusieurs domaines clés.

Dégradation de la cohésion sociale

La montée de la violence et des enlèvements a entraîné une érosion de la confiance entre les citoyens et les institutions publiques. Les communautés touchées par des violences systématiques voient souvent leurs liens sociaux se fragmenter. Par exemple, les enlèvements fréquents dissuadent les activités communautaires et isolent les habitants par crainte de représailles ou d'exposition.

Frein à l'investissement et à la croissance économique

Le climat d'insécurité dissuade les investissements étrangers et nationaux, limitant ainsi les opportunités économiques. Les entreprises locales subissent des pertes financières en raison des extorsions, des vols et des coûts supplémentaires pour garantir leur sécurité. De plus, les infrastructures vitales, comme les ports et les routes, sont souvent contrôlées par des gangs, ce qui perturbe le commerce et augmente les coûts logistiques.

Migration et exode des compétences

La violence croissante pousse de nombreux Haïtiens, notamment les jeunes et les professionnels qualifiés, à quitter le pays. Cet exode massif affaiblit le capital humain et contribue à une fuite des cerveaux, privant Haïti des compétences nécessaires pour relancer son économie et renforcer ses institutions.

Augmentation de la pauvreté et de l'inégalité

Les activités criminelles exacerbent la pauvreté en réduisant les opportunités d'emploi et en concentrant les ressources entre les mains de groupes criminels. Les victimes d'extorsion, de vols ou d'enlèvements se retrouvent souvent dans des situations financières précaires, ce qui aggrave les inégalités économiques et sociales.

Pression sur les services publics

La criminalité alourdit la charge des systèmes judiciaires et de santé. Les hôpitaux, déjà sous-financés, doivent traiter les blessures liées à la violence armée, tandis que les tribunaux peinent à suivre le volume croissant des affaires criminelles. Cette situation limite l'accès des citoyens aux services publics essentiels et aggrave la perception de l'État comme inefficace.

Normalisation de la violence

L'exposition répétée à la criminalité contribue à une acceptation culturelle de la violence comme un mode de vie normal. Cette banalisation affecte particulièrement les jeunes, qui peuvent être recrutés par des gangs ou participer à des activités criminelles par défaut d'alternatives viables.

Voici des exemples concrets qui illustrent les résultats mentionnés dans ce document.

Contrôle territorial par les gangs

Certaines zones de Port-au-Prince, comme Martissant, sont devenues des « zones de non-droit » où l'autorité de l'État est absente. Les gangs y imposent leur loi, collectant des taxes informelles sur les habitants et les entreprises locales. Ces pratiques entravent la mobilité et perturbent les activités économiques.

4.1. Trafic de drogues et d'armes : Le rôle de Haïti comme point de transit

Haïti est fréquemment utilisé comme plateforme de transit pour le trafic de drogues en provenance d'Amérique du Sud vers les États-Unis. En 2022, la saisie de 500 kg de cocaïne dans un port de Cap-Haïtien a mis en lumière l'ampleur de ces réseaux. De même, des cargaisons d'armes à feu, souvent illégales, transitent par les ports haïtiens pour alimenter les conflits entre gangs.

Échec des institutions judiciaires

Un exemple marquant est la libération controversée de criminels notoires en raison de la corruption judiciaire. En 2021, un chef de gang arrêté pour des actes de violence a été libéré après des allégations de paiements illicites à des fonctionnaires judiciaires.

Impact économique : Extorsion des entreprises locales

Les propriétaires de petites entreprises à Delmas rapportent qu'ils doivent payer des « taxes de protection » aux gangs pour éviter des attaques ou des pillages. Cette extorsion augmente les coûts d'exploitation et force certaines entreprises à fermer, aggravant le chômage.

Conséquences sociales : Fermeture des écoles

Dans des zones comme Cité Soleil, la violence chronique a entraîné la fermeture de plusieurs écoles, privant des milliers d'enfants d'accès à l'éducation. Les familles évitent souvent d'envoyer leurs enfants à l'école par peur des fusillades ou des enlèvements en chemin.

L'inaction des forces de l'ordre : Les manifestations populaires

En 2022, des milliers de citoyens ont manifesté dans les rues pour dénoncer l'inaction des autorités face à l'insécurité croissante. Ces protestations reflètent une perte de confiance dans les institutions de l'État, perçues comme incapables ou complices des réseaux criminels.

En somme, les impacts socio-économiques identifiés montrent que la criminalité en Haïti n'est pas seulement un problème de sécurité, mais également un facteur d'instabilité sociale et économique profonde. Elle freine les efforts de développement, exacerbe les inégalités et affaiblit la capacité de l'État à fournir des services de base. Ces conséquences nécessitent des interventions stratégiques et multisectorielles pour restaurer la stabilité et favoriser un développement durable.

4.2. Impacts sur les secteurs économiques

Secteur des petites et moyennes entreprises (PME)

Les petites et moyennes entreprises (PME), qui représentent une grande partie de l'activité économique en Haïti, sont particulièrement vulnérables à la criminalité. Les extorsions imposées par les gangs augmentent les coûts d'exploitation et entraînent la fermeture de nombreuses entreprises. Par exemple, dans les zones sous contrôle des gangs, comme Delmas et Martissant, les propriétaires de commerces sont contraints de payer des «taxes de protection», ce qui réduit leurs marges bénéficiaires et en pousse certains à abandonner leurs activités.

Secteur agricole

L'insécurité dans les zones rurales freine les activités agricoles, qui sont une source essentielle de subsistance pour la population haïtienne. Les vols de bétail et de récoltes, ainsi que l'absence de protection des agriculteurs, entraînent une baisse des rendements. Cela aggrave l'insécurité alimentaire et limite les opportunités d'exportation, notamment vers les marchés internationaux.

Secteur touristique

Le secteur touristique, autrefois un moteur potentiel de l'économie haïtienne, a été gravement touché par l'insécurité. Les incidents d'enlèvements, de vols et de violences dissuadent les visiteurs étrangers. Par exemple, des compagnies de croisière ont cessé d'inclure Haïti dans leurs itinéraires, privant le pays de revenus touristiques cruciaux.

Secteur des transports

Les réseaux de transport terrestre et maritime sont lourdement impactés par la criminalité. Les routes principales, souvent contrôlées par des gangs, deviennent impraticables, limitant la circulation des marchandises et des personnes. Le coût du transport a augmenté en raison des taxes informelles imposées par les groupes criminels et des risques encourus par les transporteurs.

Secteur industriel et investissement étranger

Les investisseurs étrangers évitent Haïti en raison du climat d'insécurité, qui augmente les risques financiers. Les zones industrielles, comme celles de Port-au-Prince, fonctionnent à capacité réduite en raison des coupures fréquentes d'électricité et des menaces criminelles. Cette situation réduit la compétitivité du pays et freine son intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

Secteur de la construction

La criminalité perturbe également les projets de construction et d'infrastructure. Les entreprises locales et internationales sont confrontées à des vols d'équipements et à des menaces de gangs, retardant la réalisation des projets et augmentant les coûts.

Secteur informel

Une grande partie de la population haïtienne dépend du secteur informel pour sa survie économique. Cependant, l'insécurité entrave les petites activités commerciales, notamment les marchés locaux, où les marchands sont souvent ciblés par des voleurs ou soumis à des extorsions. Cela limite les revenus des ménages et aggrave la pauvreté.

La criminalité en Haïti exerce une pression considérable sur tous les secteurs économiques, limitant les opportunités de croissance et réduisant la compétitivité du pays. Les secteurs productifs sont affaiblis par les coûts supplémentaires liés à la sécurité et par la perte de confiance des investisseurs. Cette situation contribue à un cercle vicieux de pauvreté et de sous-développement, accentuant la dépendance du pays à l'aide internationale.

4.3. Pour une atténuation des impacts socio-économiques

Renforcer les institutions locales avec une approche intégrée

La théorie d'imbrication territoriale met en lumière la nécessité de coordonner les efforts à plusieurs niveaux territoriaux. Pour atténuer les impacts socio-économiques de la criminalité, il est crucial de renforcer les institutions locales en collaboration avec les acteurs nationaux et internationaux. Par exemple la capacitation des forces de l'ordre locales (fournir des formations adaptées et des ressources matérielles pour améliorer leur efficacité tout en luttant contre la corruption interne) et des partenariats entre les communautés locales et les ONG (mettre en place des programmes communautaires visant à restaurer la confiance dans les institutions publiques et à encourager une surveillance locale proactive).

Développement économique territorialisé

L'imbrication territoriale implique de considérer les spécificités des territoires pour développer des solutions adaptées. En Haïti, cela signifie de créer des opportunités d'emploi locales (développer des industries adaptées aux ressources spécifiques des régions, comme l'agriculture durable ou le tourisme communautaire) et d'encourager l'entrepreneuriat local (fournir des subventions ou des microcrédits pour les petites entreprises, en s'assurant que ces initiatives ne soient pas entravées par les activités criminelles).

Renforcement de la gouvernance multiniveaux

La collaboration entre les niveaux local, national et international est essentielle pour combattre efficacement la criminalité. En s'appuyant sur la théorie de Providence, plus précisément de créer des plateformes de concertation (mettre en place des instances regroupant les acteurs locaux, nationaux et internationaux pour élaborer des politiques cohérentes) et impliquer les collectivités locales dans la planification et l'exécution des projets (renforcer leur rôle dans les décisions économiques et sécuritaires).

Réduction des inégalités sociales

Les inégalités sociales et économiques alimentent la criminalité. Une approche territorialisée permet de cibler les zones les plus vulnérables et d'y concentrer les efforts. C'est-à-dire, des programmes d'éducation ciblés (fournir un accès gratuit à l'éducation dans les zones touchées par la criminalité pour réduire le recrutement des jeunes par les gangs) et le développement des infrastructures sociales (investir dans des centres de santé, des écoles et des routes pour améliorer les conditions de vie et stimuler l'activité économique).

Régulation des réseaux transnationaux

L'imbrication territoriale souligne le lien entre les réseaux criminels locaux et internationaux. Pour réduire leur impact. Renforcer la coopération internationale (collaborer avec des organisations comme Interpol pour suivre et démanteler les réseaux de trafic de drogues et d'armes) et contrôler les ports et frontières (investir dans des technologies de surveillance et des programmes de formation pour sécuriser les points de transit stratégiques).

Promotion d'une culture de résilience communautaire

La résilience des communautés locales est essentielle pour surmonter les impacts de la criminalité. Cela inclut des programmes de sensibilisation (organiser des campagnes pour informer les citoyens sur leurs droits et les ressources disponibles) et des mécanismes de médiation locale (promouvoir des initiatives de dialogue pour résoudre les conflits locaux sans violence).

Évaluation continue et adaptation des stratégies

S'appuyant sur la dynamique de la théorie d'imbrication territoriale, les initiatives doivent être régulièrement évaluées pour s'assurer qu'elles répondent aux besoins spécifiques des territoires. Plus précisément, les systèmes de suivi (développer des indicateurs de performance

pour mesurer l'impact des interventions) et la flexibilité stratégique (adapter les programmes en fonction des évolutions de la criminalité et des conditions socio-économiques).

La théorie d'imbrication territoriale de Christophe Providence offre un cadre précieux pour comprendre et répondre aux impacts socio-économiques de la criminalité en Haïti. En privilégiant une approche multiniveaux et territorialement adaptée, il est possible de restaurer la sécurité, de revitaliser les économies locales et de renforcer la cohésion sociale, tout en intégrant les efforts locaux dans une stratégie globale.

8. Discussion

La théorie d'imbrication territoriale de Christophe Providence offre une grille d'analyse innovante pour comprendre les dynamiques complexes qui sous-tendent la criminalité en Haïti. En intégrant les niveaux local, national et international, cette approche permet d'identifier les interactions entre les facteurs sociaux, économiques et institutionnels. Elle éclaire également les insuffisances des réponses actuelles, souvent fragmentées et mal adaptées aux réalités territoriales.

Les efforts déployés pour lutter contre la criminalité en Haïti sont souvent entravés par un manque de coordination et de ressources. Plus précisément, l'insuffisance des institutions locales (les forces de l'ordre manquent de moyens pour sécuriser les zones à haut risque, et les systèmes judiciaires peinent à sanctionner les criminels en raison de la corruption et de l'ingérence politique) et des approches internationales standardisées (les interventions internationales, bien qu'utiles, sont souvent perçues comme déconnectées des besoins locaux, ce qui limite leur efficacité).

8.1. Importance d'une approche territorialisée

L'une des forces de la théorie d'imbrication territoriale est son accent sur l'importance des spécificités territoriales. Chaque région d'Haïti présente des défis uniques qui nécessitent des solutions adaptées. Par exemple, Port-au-Prince (les interventions doivent se concentrer sur le contrôle des gangs et la restauration de l'autorité étatique); et Régions rurales (les efforts doivent privilégier le développement économique et la protection des agriculteurs contre les vols).

Synergies locales et internationales

La théorie souligne également la nécessité de créer des synergies entre les acteurs locaux et internationaux. Cela implique un renforcement des capacités locales (former les forces de l'ordre et les fonctionnaires locaux pour qu'ils puissent collaborer efficacement avec les partenaires internationaux) et une co-construction de solutions (impliquer les communautés locales dans la conception et la mise en œuvre des politiques de sécurité et de développement).

Réformes institutionnelles nécessaires

Pour que les solutions proposées soient efficaces, des réformes institutionnelles profondes sont nécessaires. Plus précisément, la lutte contre la corruption (mettre en place des mécanismes de contrôle pour assurer la transparence dans les institutions publiques) et la modernisation des

infrastructures judiciaires (réduire les délais judiciaires et garantir l'indépendance des tribunaux).

8.2. Limites de la théorie et perspectives

Bien que pertinente, la théorie d'imbrication territoriale présente certaines limites. Plus précisément, Complexité des interactions (la cartographie des relations entre les niveaux territorial, national et international peut être difficile à réaliser avec précision) ; et Dépendance aux ressources externes (la mise en œuvre des solutions proposées nécessite des financements significatifs, souvent difficiles à mobiliser).

Malgré ces limites, la théorie reste un outil puissant pour guider les politiques publiques et les interventions internationales en Haïti.

Pour rappel, la discussion met en évidence la nécessité d'approches multidimensionnelles et coordonnées pour lutter efficacement contre la criminalité en Haïti. En combinant les enseignements de la théorie d'imbrication territoriale avec des réformes institutionnelles et des initiatives locales, il est possible de répondre aux défis complexes auxquels le pays est confronté. Toutefois, la réussite de ces efforts dépendra de la volonté politique et de l'engagement des acteurs nationaux et internationaux à collaborer de manière équitable et durable.

8.3. Implications pour le droit international pénal

Les dynamiques criminelles en Haïti montrent que le droit international pénal doit évoluer pour mieux répondre aux réalités locales des États fragiles. Les crimes transnationaux, tels que le trafic de drogues et d'armes, nécessitent une meilleure harmonisation des cadres juridiques internationaux avec les contextes spécifiques des pays en crise. Une révision des conventions internationales pour inclure des protocoles adaptés aux zones de non-droit est essentielle.

Renforcement de la coopération internationale

L'efficacité du droit international pénal dépend de la coopération entre les États et les institutions internationales. En Haïti, cela implique la création de mécanismes de coordination (mettre en place des plateformes pour faciliter l'échange d'informations entre les forces de l'ordre haïtiennes et les agences internationales comme Interpol) et le partage des ressources (fournir une assistance technique et financière aux institutions judiciaires locales pour qu'elles puissent appliquer les normes internationales).

Mise en œuvre des mécanismes de justice transitionnelle

Pour rétablir la confiance et renforcer l'État de droit, des mécanismes de justice transitionnelle doivent être mis en place. Plus précisément, les tribunaux spéciaux (créer des juridictions hybrides combinant des magistrats locaux et internationaux pour juger les crimes graves) et les commissions d'enquête (documenter les violations des droits humains et recommander des réformes institutionnelles).

Renforcement de la responsabilité pénale

Le droit international pénal doit insister sur la responsabilité des acteurs impliqués dans des crimes graves, y compris les réseaux transnationaux et leurs complices locaux. En Haïti, cela peut inclure les poursuites ciblées (juger les leaders des gangs et leurs soutiens financiers) et les sanctions internationales (imposer des restrictions aux acteurs étrangers qui alimentent les activités criminelles en Haïti).

Intégration des approches locales dans les cadres internationaux

Le droit international pénal doit intégrer les connaissances et les pratiques locales pour garantir son efficacité. Plus précisément, la consultation des communautés (associer les populations locales à l'élaboration des politiques de lutte contre la criminalité) et la protection des victimes (offrir des mécanismes de soutien adaptés aux besoins spécifiques des victimes haïtiennes).

Réformes institutionnelles en lien avec le droit international

Les institutions judiciaires haïtiennes doivent être renforcées pour appliquer efficacement les normes du droit international pénal. Cela nécessite la formation continue (former les juges, les avocats et les forces de l'ordre aux standards internationaux) et le développement des infrastructures judiciaires (moderniser les tribunaux et garantir leur indépendance).

Les implications pour le droit international pénal soulignent la nécessité d'une approche holistique qui combine le renforcement des institutions locales, l'adaptation des normes internationales et la collaboration entre les acteurs locaux et internationaux. Ce cadre peut aider à instaurer un système judiciaire robuste et à réduire l'impunité en Haïti, tout en servant de modèle pour d'autres États fragiles confrontés à des défis similaires.

Conclusion

La criminalité en Haïti, exacerbée par des dynamiques complexes mêlant des facteurs locaux, nationaux et internationaux, constitue une menace majeure pour la stabilité sociale et économique du pays. Cette étude a mis en lumière les tendances alarmantes des crimes violents, des activités de trafic transnational et de l'érosion des institutions publiques. En mobilisant la théorie d'imbrication territoriale de Christophe Providence, nous avons pu explorer les interconnexions entre les différents niveaux territoriaux et identifier des approches stratégiques pour répondre à cette crise.

Les principaux résultats ont montré des tendances criminelles croissantes (les homicides, enlèvements et trafics transnationaux ont connu une progression significative, reflétant une dégradation générale de la sécurité publique); Facteurs explicatifs multiples (la pauvreté, la faiblesse institutionnelle, la corruption et les réseaux transnationaux alimentent ces activités criminelles, créant un cercle vicieux d'insécurité et de sous-développement); et Impacts socio-économiques graves (la criminalité perturbe les secteurs économiques clés, freine les investissements et aggrave la pauvreté et les inégalités).

Pour répondre efficacement à cette situation, il est essentiel de :

- Renforcer les institutions locales en fournissant des ressources adaptées et en combattant la corruption ;
- Créer des synergies entre acteurs locaux et internationaux en établissant des plateformes de coopération et en adaptant les interventions aux spécificités territoriales ;
- Adopter une approche territorialisée pour cibler les zones critiques et concevoir des solutions adaptées aux besoins locaux ; et Promouvoir la résilience communautaire en investissant dans l'éducation, les infrastructures sociales et les opportunités économiques ;
- Renforcer l'intégration du droit international pénal dans le contexte haïtien, en harmonisant les normes internationales avec les réalités locales.

L'analyse des dynamiques criminelles en Haïti offre des enseignements précieux pour d'autres États fragiles confrontés à des défis similaires. La théorie d'imbrication territoriale souligne l'importance d'une gouvernance multiniveau et d'approches intégrées pour restaurer la sécurité et promouvoir un développement durable. Toutefois, la réussite de ces efforts dépendra de l'engagement des acteurs nationaux et internationaux à investir dans des solutions durables et adaptées aux contextes spécifiques.

En somme, une réponse efficace à la criminalité en Haïti nécessite une action collective et coordonnée. En s'appuyant sur les principes de la théorie d'imbrication territoriale, il est possible de surmonter les défis actuels, de réduire l'insécurité et de poser les bases d'une société plus stable et prospère.

Cette étude a été conduite dans un contexte où la mesure de la criminalité reste structurellement difficile. Les séries statistiques sont parfois incomplètes, les catégories d'infraction ne sont pas toujours harmonisées entre institutions, et la sous-déclaration demeure élevée pour les violences ordinaires comme pour les extorsions. En outre, l'accès aux zones sous contrôle armé limite la possibilité d'observations prolongées et accroît la dépendance à des témoignages qui, pour des raisons de sécurité, restent parfois prudents ou anonymisés. Ces contraintes ne remettent pas en cause les tendances convergentes mises en évidence, mais invitent à une lecture en termes de dynamiques et de mécanismes plutôt qu'en termes de comptabilité exhaustive des faits.

Un premier axe de recherche concerne la construction d'outils d'observation territorialisée, adossés à des partenariats entre administrations, universités et organisations de la société civile. Un observatoire multi-sites, articulant données policières, données hospitalières, informations judiciaires et enquêtes de victimation, permettrait de stabiliser des indicateurs comparables, de détecter les déplacements spatiaux de la violence et de mieux distinguer les cycles d'affrontements des violences de prédation. Un second axe porte sur l'économie de la violence : il s'agit d'identifier, par des méthodes d'enquête financière et de cartographie relationnelle, les rentes associées au contrôle des axes, des marchés, des ports et des quartiers, ainsi que les formes de « fiscalité informelle » qui financent l'armement et la reproduction des organisations criminelles. Un troisième axe, enfin, concerne l'évaluation des politiques : mesurer, de manière crédible, les effets comparés d'opérations de police, de dispositifs de médiation, de programmes de réinsertion et d'actions sur les flux transnationaux, afin de sortir d'une alternance entre réponses d'urgence et plans non évalués.

Sur le plan théorique, l'imbrication territoriale ouvre une voie de comparaison caribéenne : confronter le cas haïtien à d'autres espaces insulaires, soumis à des marchés criminels transnationaux mais dotés de capacités institutionnelles différentes, aiderait à préciser ce qui relève de vulnérabilités spécifiques et ce qui relève de transformations régionales. Cette comparaison serait particulièrement utile pour la dimension juridique, en documentant les conditions concrètes d'effectivité de la coopération pénale et les formes d'articulation entre normes internationales et dispositifs nationaux.

À la lumière des résultats, une réponse efficace ne peut être ni exclusivement sécuritaire ni exclusivement sociale. Elle doit combiner une reconquête progressive de l'espace public, un renforcement de la chaîne pénale et une action sur les circuits transnationaux qui alimentent l'économie criminelle. La première priorité est la restauration de la mobilité et de la continuité territoriale : sécuriser les principaux axes, les nœuds logistiques et les infrastructures vitales afin de réduire la capacité des groupes armés à fragmenter l'économie et à imposer des péages informels. Cette reconquête suppose un renseignement de terrain, une police de proximité capable de produire de la confiance, et des dispositifs de contrôle ciblés qui évitent les logiques indifférenciées de répression susceptibles d'alimenter la défiance.

La seconde priorité concerne la justice et l'État de droit. La lutte contre l'impunité requiert des unités spécialisées, des moyens d'enquête adaptés, des mécanismes de protection des magistrats, des avocats et des témoins, ainsi qu'une coopération technique qui renforce l'autonomie institutionnelle plutôt qu'elle ne la remplace. Dans les cas de crimes les plus graves, des formats hybrides – juridictions mixtes, équipes d'enquête conjointes, assistance d'expertise – peuvent être discutés, à condition d'être juridiquement encadrés et politiquement légitimes. La troisième priorité est l'action sur les flux : traçabilité des armes, contrôles douaniers renforcés, enquêtes patrimoniales, lutte contre le blanchiment et sanctions ciblées contre les financeurs, y compris lorsqu'ils opèrent à l'étranger. Sans réduction de ces flux, l'effort interne risque d'être continuellement contourné.

La quatrième priorité relève de la prévention et de la reconstruction sociale dans les territoires les plus fragilisés. Des politiques publiques concentrées sur les quartiers et communes les plus exposés – école, santé, emploi des jeunes, soutien psychosocial, médiation – doivent être articulées à la sécurisation, afin que les services publics ne soient pas seulement annoncés mais réellement accessibles. Enfin, la gouvernance de la réponse doit être coordonnée : une architecture multiniveau, rassemblant État, collectivités, société civile et partenaires internationaux, est nécessaire pour éviter la juxtaposition de programmes et pour piloter, sur la base d'indicateurs, des interventions complémentaires. L'enjeu central est de gouverner l'imbrication plutôt que de la subir.

Bibliographie

Bureau intégré des Nations Unies en Haïti. (2022). *Rapport sur la criminalité transnationale organisée en Haïti*. New York: ONU.

- Bureau intégré des Nations Unies en Haïti. (2024). *Rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la sécurité en Haïti*. New York: ONU.
- Commission interaméricaine des droits de l'homme. (2022). *Situation des droits humains en Haïti*. Washington: OAS Cataloging-in-Publication Data.
- Felson, M., & Cohen, L. E. (1979). Social Change and Crime Rate Trends: A Routine Activity Approach. *American Sociological Review*, 588–608.
- Groupe Banque Mondiale. (2024). *Évaluation rapide de l'impact de la crise sécuritaire en Haïti*. Washington D.C.: Banque Mondiale.
- Hooghe, L., & Marks, G. (2001). *Multi-Level Governance and European Integration*. Maryland: Rowman & Littlefield.
- Interpol. (2021). *Étude sur les réseaux de trafic de drogues et d'armes dans les Caraïbes*. Lyon: Interpol.
- Luhmann, N. (1995). *Social Systems*. Stanford: Stanford University Press.
- Pfeffer, J., & Salancik, G. R. (1978). *The External Control of Organizations: A Resource Dependence Perspective*. New York: Harper & Row.
- Pierre, J. A. (2014). *Sociologie économique de la corruption: Vers une étude de l'implémentation des politiques publiques de lutte contre la corruption en Haïti*. Paris: Université Paris-SorbonneParis IV - Thèse de doctorat en Sociologie.
- Providence, C. (2015). *Le système aide-projet mondial et la problématique du développement en Haïti : Quelles externalités locales*. Schoelcher: Université des Antilles - Thèse de doctorat.
- Providence, C. (2022). *Les paradoxes du changement en Haïti : Politiques publiques et développement territorial*. Pointe-à-Pitre: Presses Universitaires des Antilles.
- Rotberg, R. I. (2003). *State Failure and State Weakness in a Time of Terror*. Massachusetts: Brookings Institution Press.
- Shaw, C. R., & McKay, H. D. (1942). *Juvenile Delinquency and Urban Areas*. Chicago: University of Chicago Press.